

E

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
28 décembre 2006
N° 1959
1,22 €

Urte berri on !

Filipe Bidart

L'acharnement

ISSN 0294-4596



9 1770294 459006



Pays Basque 2020

ON a déjà souligné ici la qualité du diagnostic démographique, économique et social, mené, sous le pilotage du Conseil de développement, par les groupes de réflexions de Pays Basque 2020. Le 9 décembre 2006, le projet a franchi une étape supplémentaire: le programme opérationnel a été validé par l'assemblée plénière. Il constitue la matrice du projet de territoire qui sera proposé à la négociation avec l'État, la région et le département, pour une nouvelle convention spécifique couvrant la période 2007-2013.

Les rédacteurs du projet ont été guidés par un souci de mise en cohérence des actions envisagées et une volonté d'aboutir à un contrat global. Il est difficile de trouver à redire sur la méthodologie ou sur les orientations affichées —innover pour un territoire compétitif et responsable, construire un Pays Basque équilibré, harmonieux et solidaire, conforter et transmettre le capital naturel et humain du Pays Basque— tant les thématiques retenues font aujourd'hui consensus.

Est-ce à dire que rien de ce que le projet propose ne se ferait si une nouvelle convention spécifique n'était signée? Assurément pas. A l'exception du volet linguistique ou culturel à présent dévolu à l'Office de la langue, il n'y a pas grand' chose de bien spécifique dans ce long catalogue d'actions prévues. Tout territoire qui se respecte, ici comme ailleurs, sera nécessairement conduit à privilégier, pour l'avenir, les axes d'intervention énumérés par le document. De l'accompagnement des secteurs économiques productifs à la formation et à la recherche, en passant par la maîtrise du foncier, l'aménagement urbain, l'organisation des déplacements dans la perspective du défi climatique, ou encore, la prise en compte des exigences sociétales nouvelles, telles que le vieillissement de la population ou la précarité, voilà des problématiques que les collectivités locales, quelle que soit leur localisation géographique ou leur organisation politico-administrative, ne pourront se dispenser de traiter dans les années qui viennent.

En revanche, là où il se devait d'avoir une parole forte, en raison, précisément, de la spécificité de notre territoire, le document adopté le 9 décembre est bien timide, pour ne pas dire silencieux. Rien, par exemple, sur l'exigence d'un statut

pour la langue, sans lequel toute initiative pour sa survie sera bridée et donc vouée à l'échec. Rien, non plus, sur la fuite en avant, imposée par le département ou les organisations étatiques, bien entendu toujours hors Convention spécifique, en matière de liaisons routières et ferroviaires, et dont la conséquence sera de transformer Iparralde en un corridor international ingérable, au détriment d'une organisation appropriée des déplacements des habitants de ce territoire. Sur ce sujet, ô combien sensible, le document ne propose que des pistes pour limiter les impacts ou adapter notre propre existence à ces choix venus d'ailleurs. Certes, Iparralde n'est pas en mesure, à lui seul, de remettre en question le modèle productiviste du toujours plus qui nous est imposé au nom du «progrès économique». Mais à aucun moment, le document n'envisage la perspective d'une incompatibilité croissante entre ces suprastructures qui risquent de déstructurer et marginaliser notre territoire et les exigences nouvelles d'un développement soutenable que l'on dit, par ailleurs, vouloir favoriser.

Enfin, silence également sur l'appui à apporter à l'action de Laborantza Ganbara en faveur d'une agriculture soutenable et citoyenne, respectueuse de la terre, et seule susceptible de maintenir un tissu rural vivant en Iparralde.

L'oubli de ces questions essentielles démontre, une fois encore, que la clé pour notre survie identitaire, linguistique et culturelle, pour un développement économique et social véritablement soutenable, reste, plus que jamais, la capacité d'Iparralde à décider de son propre avenir. Se pose donc, encore et toujours, la question de notre existence institutionnelle. Dire que le contenu est plus important que le contenant ne trompe personne. Car, au moment des décisions fondamentales, nous n'avons pas voix au chapitre. La gouvernance n'est pas ici: elle est au Palais du département à Pau, à la présidence de l'UPPA à Pau, à la Chambre d'agriculture à Pau, à l'Hôtel de Région à Bordeaux et dans les ministères à Paris. Et penser que l'action de ces instances sera, à l'avenir comme au présent, guidée par d'autres considérations que la défense prioritaire de leurs propres intérêts, relève de la naïveté. Pour ne pas dire plus.

Lurra itsumandoka, eta gu ?

BETI eta gehiago egin, sal, eros, balia, luzaz uste izan da hori zela bidea, bide bakarra eta gaur ere badira oraino anitz hortan daudenak. Etengabe aitzinamenduaren gogoia europarrek zabaldu zuten mundu guzirat bertze ikuspegi mota guzietan nagusi zelakoan. Zientziaren eta teknikaren aurkikuntza mirengarriari esker, bai mundu kapitalistak, bai eta ere mundu komunistak, ongizatea eta ondorio distiratsuak hitzeman dituzte, batzuek behala gozatzeko, bertzeek gerorako amesten zuten lurreko paradisu hartan. Aitzinamendu liluragarri horrek durduzaldi batzuk jasan ditu halere bere urratsean: bi gerla mundialek bazterrak pobretu baitzituzten, baina, ororen buru, aitzinamenduari sekulako bultzada eman zioten, oldarraren hartze-ko gibelatze bat egiten baita, bi gerla horiek halako zerbaite izan balira bezala.

Jakin zirelarik Sobietar Batasunean eta Txinan, bertzeak bertze, gertatu sarraskiak eta gero mundu komunistak hori itzulipurdika erortzearekin, ilaundu ziren lehenagoko amets eder haiek. Gainerat mundializazioak hogeituz zenbaiten bizi-maila doblatzen zuelarik, langabezia itsuski zabaldu du. Heren Munduan, ez bakarrik aitzinamendurik eza, baina ere gibelatzeak ikusi dira: Madagaskarren, adibidez, 1960an burujabetasuna lortu zutenean, %80 alfabetizatuak ziren eta gaur kopuru hori jaitsia da %50erat. Gaur aitzinamendu itsu

horri buruzko fedea (zientzia eta teknikan finkatua soilik) egunetik egunerat ahulduz doa, bere infrentzua ere baitauka: guziaren hondamendia ere izan daitekeen indar nuklearra, sabelean duelarik. Gero eta argiago da gure mundu industrializatuaren hondarkinek, emanazioek, bai eta laborantzian edo arrantzian erabiltzen diren molde berriek lurra eta urak larruten dituztela, kutsadura hedatuz orotaratu, gure ongizatea arrisku handitan ezarriaz egundainokotan.

Munduan itsumandoka aitzinatze horri ohartu behar litzateke. Gure zibilizazio hunek anitz alderdi txar dakartza berekin. Aspaldiko arazo batzuk antolatatu ditu baina gaitz berriak sortu ere. Hiri handien inguruetakoa kalapitak pil-pilean ditugularik, ez omen da hor aitatxi-amatxien eskasa baino damugarriagorik deus! Hala zioskun karrika animatzaile esperientzia handiko batek joan den egunean. Mende batez, herrialdeen barne-hustea, jendeen hirietan metatzea, belaualdien lokarriak ahultzea eta familien desegitea hori guzia zinezko izurritea izan dela erran daiteke eta bide makur horren kalteen hastapenetan gara bakarrik...

Frantziako buruek sekulako ziztuari gaitzesten dute komunitarismoa. Estatuak eta jende bakoitza buruz buru nahi dituzte atxiki; denak berdin, teoriarik behintzat, Estatu guziz ahaltsu baten pean edo/eta gerizan. Alta, ideologia horrek

(Suite en dernière page)



... pas tant que ça, de la deuxième condamnation à mort des infirmières bulgares et du médecin palestinien, par les tribunaux de Kadhafi. Objectif: faire monter le prix de leur libération dans les négociations avec l'Union européenne. Kadhafi a du pétrole, et aussi des idées pour arrondir ses fins de mois.

... de la montée de Lasserre au crêneau du Conseil général pour contrer le vote d'une subvention à Laborantza Ganbara. Jean-Jacques a dit: «Pas de jacquerie chez moi!»

... du ralliement de Mégrat à Le Pen, après des années d'insultes et d'anathèmes. Tous au pas derrière la bannière que Le Pen hisse!

... pas tant que ça, de la commande chinoise de quatre réacteurs nucléaires à l'américain Westinghouse, au détriment du français Areva. Chirac, qui était allé faire du plat auprès des dirigeants de l'empire du milieu, rit jaune.

«Je n'irai plus jamais faire le péquin à Pékin», aurait-il déclaré.

... des protestations des anti-libéraux après la désignation de Marie-Georges comme candidate à la présidence de la République. Les critiques ont laissé Buffet froid...

... des propos de Benoît XVI, dénonçant les «théories funestes» des partisans du mariage gay. «Les voies du Seigneur sont impénétrables», a-t-il ajouté...

... du refus de l'Eglise de Rome d'accorder des obsèques religieuses à Pier Giorgio Welby, qui avait demandé à ses médecins de le débrancher pour abrégé ses souffrances. Les temps changent. Fut une époque où la doctrine était «Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens!»

... et réjoui, que des SDF (Sans Domicile Fixe) aillent camper aux côtés des SDF (Sans Domicile Fixe) sur les berges de la Seine...

Quelles perspectives économiques pour 2007 ?

AVANT les chiffres définitifs de l'année 2006, les tendances relevées au fil des derniers trimestres fournissent des indications sur le paysage économique qui attend la Communauté autonome basque, d'ici au moins l'été 2007.

Ainsi, au terme du troisième trimestre de 2006, la richesse produite ou le produit intérieur brut d'Euskadi s'est accru en données interannuelles de 4,2%, comparé à la même période de 2005. La progression du PIB relevée à fin septembre dernier avait été de 3,8% pour l'économie espagnole, de 2,6% pour la zone euro et de 2,8% pour l'Union européenne à 25.

Au delà des chiffres bruts, quels sont les moteurs de la croissance basque actuellement? Essentiellement la construction et l'industrie. Ainsi sur un an, le bâtiment travaux publics progresse de 5,2%: on peut y voir l'effet des chantiers en cours pour le logement, les routes ou des équipements comme le port de Bilbao.

Egalement en termes interannuels, la croissance de l'industrie est de 4,8%. Les contrats à l'exportation ou le boom dans les biens intermédiaires comme la construction ferroviaire font partie de cette progression. Le secteur secondaire contribue pour 1,2% à la croissance économique globale quand l'apport de la construction a été de 0,4%.

Le secteur des services montre des résultats dans l'absolu moins brillants: l'augmentation interannuelle y est de 3,5%, constatée à fin septembre 2006. De plus cette croissance a tendance au

gré des trimestres à ralentir. Des phénomènes vrais aussi bien pour les services marchands que pour ceux non marchands.

Enfin, l'agriculture et la pêche vivent une légère décroissance avec un recul interannuel de 0,2%.

Détaillées par Eustat, l'organisme statistique de la Communauté autonome basque, ces indications se penchent également sur la demande: en ce moment, c'est la consommation interne qui tire la croissance basque. Comparée au troisième trimestre de 2005, cette demande augmentait de 4,4% à fin septembre 2006. Se maintenant à un rythme constant, elle est donc plus forte que la progression globale du PIB (4,2%).

L'apport de la demande intérieure (notamment celle des ménages) à la marche d'ensemble de l'économie a été de 4,6%. De son côté, le solde extérieur a régressé de 0,4%: si les exportations ont avancé de 6,9%, les importations ont été plus fortes de 7,3%. Le poids des apports énergétiques n'y est sans doute pas pour rien. Enfin, les investissements des entreprises et des administrations se portent bien: mesurée toujours au terme du troisième trimestre de 2006, leur croissance interannuelle est de 6% et elle est particulièrement notable pour les opérateurs du bâtiment-travaux publics et grâce à l'achat de biens d'équipement.

Par territoire, le Gipuzkoa a fini septembre 2006 sur une croissance de 4,3%, tandis que la Biscaye affichait

exactement la moyenne de la Communauté autonome (4,2%). Par contre, l'Alava s'en tient à 4,1%.

Finalement l'économie basque a progressé aux trois trimestres échus de 2006 de 4,4, 4,2 et 4,2%. A ce rythme la croissance du PIB mise en avant en mars 2006 par les autorités basques risque d'être dépassée: elles envisageaient 3,6% pour l'ensemble de l'exercice 2006 avant de réviser fin août ce pronostic à 4,1%.

Côté emploi, les données précédentes permettent de comprendre que son niveau, en cumulant l'ensemble des secteurs économiques, a pu en septembre 2006 dépasser de 0,7% celui atteint à la fin du mois de juin précédent. En termes interannuels, la progression est de 2,6%, notamment grâce à la construction. Ainsi le taux de chômage en Euskadi s'établissait-il à la même époque à 3,6%, si l'on prend en compte les personnes effectivement à la recherche d'un emploi.

Sur ces bases, Eustat et le Gouvernement basque tablent sur une croissance économique de 3,7% en 2007. La zone euro mise sur 2,4% et l'Espagne sur 3,4%. L'exécutif de Vitoria-Gasteiz entend soutenir cette croissance, notamment par un effort d'investissement public en faveur de l'innovation et des nouvelles technologies, mais aussi du développement durable.

Enbata remercie Michel Garicoix, directeur de La Lettre d'Euskadi, d'avoir autorisé la publication de cet article.

Garroa etxaldeak formakuntza gune egon behar du

EUSKALDUN Gazteria gazte mugimendu bat da. 50 urte baino gehiagoz, gazteak herri-tartasunari formatzen ditu, Euskal Herri barnealdean bizi diren nahiz. Bere historioan, *Garroa* jauregia ez da gune arrunta izan. Euskaldun Gazteriak antolatutako formakuntzetan, hamarka eta hamar gazte pasatzen ikusi duen lekua izan da. Ondotik, Ipar Euskal Herriko ingurumen politiko eta ekonomikoa markatuko dituzten gazteen formakuntza gune izan da.

Hunuen izenean, *Garroaren* geroaz gure ikusmoldea zabaldu nahi dugu:

Oso begi onez ikusten ginuen azken ur-

teetan, Hazparneko CFAA laborantza eskola, BLE elkarte, Arrapitz federazioa eta Lekorneko Herriko Etxearen artean plantatzen zen proiektua. Kasu huntan, *Garroa* etxaldea garapen iraunkorra hedatzeko gune bihurtzea: Agrobiologia, praktika ekologikoak eta energi biologikoak ikertuz eta garatuz. Argi dugu, Ipar Euskal Herriak horrelako gune bat eskas duela eta behar duela. Bihar nagusi izanen diren egiteko manerak dira! Gautirik ikertu eta garatu behar direnak!

Begi txarrez ikusten dugu geroa presartzeko guneak gaurko arazoaren konpontzeko sakrifikatzea. Horretarako,

azken kontseiluan, Lekorneko Herriko Etxeak *Garroa* eremua enpresa handi bati (kasu huntan Andros enpresa) saltzea domoia atxematzen dugu. Penagarri, eta lanjerosa ere, gaurko egunean ekonomian den insekuritatearekin (zoin gehiagoka salbaia, delokalizatze, enpresa heste...).

Enpleguaren gakoak herritarren formakuntza da! Luzaran, herri antolatutako sortzaileak du bizia atxikiko. Horretarako, formakuntza lekuak behar dira. Eta hauetan, *Garroa* formakuntza gune egon behar du!

Euskaldun Gazteria: 05 59 37 20 09.

Batera : 25.000 signatures

GROS succès des journées «pétitions» de Donibane Lohitzune, samedi 16 décembre, avec 853 signatures collectées et Baiona, le samedi 23 décembre, avant-veille de Noël, avec 866 signatures enregistrées.

Le seuil des 25.000 signatures est franchi. 100% de l'objectif Pays Basque (22.000 signatures), 52% de l'objectif

Pyrénées-Atlantiques, sont atteints.

La dynamique repart avec la forte mobilisation des militants pour ces journées collectives.

De nouvelles journées se préparent. La prochaine le 6 février à Donibane Garaizi.

On peut déjà s'inscrire: plateforme-Batera@wanadoo.fr

Leia appelle à manifester

■ LEIA dénonce la tentative de passage en force du Conseil général sur le projet de voie rapide Pampelune-Salies. Le collectif organise une manifestation le **30 décembre à 14h30, à St-Palais.**

ELB, le groupe abertzale du canton de Baigorri, appelle à se joindre à la manifestation.



« Notre objectif est de contractualiser dans qui existent aujourd'hui po

La Convention spécifique, signée entre l'Etat, la région et le département en 2000, arrive à son terme en 2006. Dès juin 2005, le Conseil de développement et le Conseil des élus lançaient un travail de réflexion prospective, appelé Pays Basque 2020. L'objectif était de parvenir à un document d'orientations servant de matrice à une nouvelle convention pour la période 2007 – 2013. Le 9 décembre dernier, au terme d'un an de travail de réflexion, l'assemblée plénière des deux conseils a entériné le programme opérationnel du projet de territoire. Le document sera, à présent, soumis pour négociation aux collectivités publiques. La réflexion a mobilisé de nombreux acteurs sociaux, culturels et économiques d'Iparralde. D'autres, au contraire, estimant que seule la reconnaissance institutionnelle de ce territoire sera à la hauteur des réponses à apporter aux enjeux d'Iparralde, n'accordent guère de crédit à la démarche Pays Basque 2020. On se souvient que ce débat avait également traversé le monde abertzale lors de Pays Basque 2010. En son temps, Enbata avait fait une large place aux différentes approches sur la question. Dans le même esprit, nous avons souhaité recueillir l'opinion de Battitta Boloquy, directeur du Conseil de développement, et cheville ouvrière de l'organisation du travail de prospective Pays Basque 2020. Voici ses réponses.

E NBATA: *Quel bilan a été tiré de Pays Basque 2010 et de la Convention spécifique avant d'entamer la réflexion Pays Basque 2020?*

Battitta Boloquy: Il faut rappeler que la démarche Pays Basque 2010, lancée en 1992, avait débouché sur le Schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque en 1997. C'est sur cette base-là que des négociations ont été menées avec l'Etat, la région et le département, aboutissant à la signature, en 2000, de la Convention spécifique, portant sur la période 2001-2006, sur un programme d'actions que les collectivités publiques se proposaient de financer, pour un montant de 400 millions d'euro, l'Etat, la région et le département s'engageant sur 190 millions d'euro. Le bilan qui avait été fait juste avant de démarrer Pays Basque 2020, avait été conduit par une commission mixte entre le Conseil de développement et le Conseil des élus, avec pour mission de définir le cadre méthodologique pour un nouveau projet. Dans le bilan du Schéma de développement et de la Convention spécifique de 1992 à 2004, je retiendrais cinq points positifs et quatre points faisant débat. Premier point: la valorisation de la dimension identitaire de ce territoire. Pays Basque 2010 et la Convention spécifique ont apporté un soutien important au volet linguistique pour tenter d'inverser le processus de fragilisation de la langue basque et développer son usage dans la vie de tous les jours en Pays Basque. Dans ce domaine, il y a eu une volonté concertée de tous les acteurs pour dire qu'il fallait développer une politique publique en faveur de la langue basque. Il y a eu une montée en puissance progressive aboutissant à la création de l'Office public de la langue basque. Deuxième élément important dans le bilan, c'est la prise de conscience de l'ensemble des acteurs de ce territoire sur le fait que l'avenir du Pays Basque doit être pensé, à la fois dans la solidarité interne à ce territoire, entre la côte et l'intérieur, et dans la dimension de la coopération transfrontalière. Nous ne sommes peut-être pas allés très loin dans l'action, mais il y a eu une prise de conscience, préalable à l'action. Troisième point positif que je veux souligner, c'est que Pays Basque 2010 et la Convention spécifique, ont permis de prendre la mesure d'un certain nombre de questions importantes sur ce territoire. Je citerais l'habitat et le foncier, dont les enjeux ont été clairement identifiés, et certaines réponses apportées, comme le plan d'urgence du logement pour créer, entre 2006 et 2008, 2.000 logements sociaux, la création de l'Etablissement public foncier, pour que les collectivités locales aient un instrument d'intervention sur le foncier. Idem au niveau de la ges-

tion de l'eau et des déchets. Ce sont des domaines où les avancées ont été importantes.

Autre point, c'est que cette période a permis la création de toute une série d'outils dédiés à des actions bien identifiées. On a cité l'Office de la langue, on peut ajouter l'Agence d'urbanisme pour les problèmes d'urbanisme, Bil Ta Garbi pour la gestion des déchets, l'Antic pour le développement des technologies de l'information et de la communication, l'Agence transfrontalière, les Centres d'appui au développement du Pays Basque intérieur, etc. Dans le même temps, on a mobilisé un certain nombre de procédures, avec des financements adaptés, tels les projets collectifs de développement sur tout le Pays Basque intérieur, le programme Leader + qui a amené des fonds européens sur le développement des technologies en Pays Basque intérieur.

Enfin, je soulignerais que cette période a vu le renforcement et la montée en puissance de toutes les intercommunalités, avec la transformation du District en Communauté d'agglomération et la création de Communautés de communes sur tout le Pays Basque intérieur, la dernière devant voir le jour prochainement avec la transformation du SIVOM Errobi en Communauté de communes.

Enb.: Quels sont les points faibles dans la démarche Pays Basque 2010 et de la Convention spécifique?

B. B.: Ce bilan a effectivement mis en évidence des points faibles à travailler que nous avons repris dans le nouveau projet de territoire.

Le premier point porte sur la définition de la stratégie de développement économique de ce territoire. Tous les travaux préalables menés par le Conseil de dé-

veloppement ont mis en évidence une tendance lourde en Pays Basque: le risque que l'économie résidentielle prenne le pas sur l'économie productive. Les travaux préalables depuis Pays Basque 2010, n'avaient pas permis d'aborder de façon forte la question du développement économique. Nous nous sommes

donc dit que, pour les prochaines années, il était important de mettre la question du type de développement économique que l'on veut pour ce territoire, au centre de la réflexion. Deuxième élément, qui pose un des enjeux majeurs pour les prochaines années, c'est la question des déplacements et des infrastructures sur ce territoire. Les déplacements internes au territoire: tout le monde se rend compte de la difficulté que nous avons à nous déplacer, notamment sur le littoral, encore plus en période estivale, parce que la voiture a pris une place tellement importante et que les transports collectifs sont peu développés sur ce territoire. En parallèle, les flux liés au transit: chacun sait que le Pays Basque est une zone de passage du trafic nord-sud. Vous avez là les éléments d'une question majeure pour l'avenir de ce territoire. Nous avons donc estimé nécessaire que le Pays Basque se dote d'une politique sur ces questions. Le troisième point d'interrogation porte sur l'enseignement supérieur. Le bilan qui a été fait, —tout en mesurant les avancées, notamment avec la création de l'école d'ingénieurs de l'Estia, l'ISA BTP, la création de l'UFR de sciences à Montauray, une croissance du nombre d'étudiants— a souligné le manque de visibilité pour l'enseignement supérieur sur ce territoire. S'il veut garder une place dans l'enseignement supérieur, le Pays Basque doit se doter d'une stratégie et d'une organisation dans ce domaine.

Le quatrième chantier important qui n'avait pas été traité jusque-là, concerne la santé et l'action sociale. Même si le développement du Pays Basque est fort, il y a des poches de précarité importantes, des parties du territoire où les problèmes de santé doivent être abordés. Ce domaine a été identifié comme point à travailler.

C'est à partir de ce bilan et des points faibles identifiés que le nouveau projet de territoire Pays Basque 2020 a été pensé avec trois ambitions: la réciprocité côte-intérieur, la coopération transfrontalière et le développement durable. Le cadre méthodologique a été défini en fonction. Très concrètement, dès juillet 2005, au moment du lancement de Pays Basque 2020, des ateliers de travail ont été mis en place, où tous les acteurs du territoire qui voulaient réfléchir ont été invités à s'inscrire et faire des propositions autour de ces quatre axes.

Environ 480 personnes ont pris part aux travaux de ces quatre ateliers. Entre juillet 2005 et juin 2006, une cinquantaine de réunions ont eu lieu, avec une moyenne de trente personnes par réunion. La participation a été très large: toutes les sensibilités étaient représentées. Si on compare avec la période précédente, la base de la mobilisation a été élargie, notamment en direction des acteurs sociaux et de la santé. La mobilisa-



Battitta Boloquy

tion de l'eau et des déchets. Ce sont des domaines où les avancées ont été importantes.

Daniel Olçomendy, membre de LEIA (Lekuko Ekonomiaren eta Ingurumenaren Alde)

Transport et mondialisation

Les deux faces d'une même médaille

Les transports sont essentiels aux nouveaux modes de production qui recourent à la sous-traitance, à la fabrication éclatée géographiquement, à la délocalisation des activités, au flux tendu qui élimine les stockages. Les grosses infrastructures représentent un pas de plus, et très important, dans la consolidation de ce modèle économique et social lié à la globalisation, productiviste, consumériste, générateur d'inégalités, destructeur de la nature.



Kamioi biderik ez! (Argazkia - Photo : Nadine Félix)

"Transport routier : présenté de façon aberrante comme le plus rentable pour le marché, il reste néfaste pour la société..."

On assiste à un accroissement démentiel et insupportable du trafic à tous les niveaux, en particulier du transport routier dont il est prévu le doublement pour 2010, dans tout l'espace européen.

On demande aux populations de payer la note et les dégâts d'une immense expansion de l'infrastructure routière, pour servir les intérêts des groupes économiques les plus puissants (pétroliers, constructeurs automobiles, transporteurs...).

En France et en Europe, la route exerce son hégémonie en matière de transports.

Dans l'hexagone, près de 80% des marchandises circulent par la route (le chiffre était de 33% en 1960). Avec des conséquences de plus en plus criantes et graves sur l'environnement, le cadre de vie, la santé, le travail. Pendant ce temps, le fret ferroviaire et le transport fluvial sont en diminution constante. Le rail ne représente plus que 8% du transport de marchandises, alors qu'il était de 21% en 1970 (4% seulement des marchandises traversent les Pyrénées par rail).

La facilité du tout camion s'est imposée avec la complicité active de la classe politique française et européenne qui considère que les maux engendrés par le transport routier ne sont que le prix à payer pour le "progrès" et le "développement". La route a bénéficié et continue de bénéficier d'investissements lourds, à la différence du rail pour le fret et des voies fluviales.

▼

*Bidez egiten den garraioa
hain merke da zeren:
garraiolariak ez dituzte
satsadura eta ingurumen kalteak,
jendarte eta osagarri gastuak, etab.
beren gain hartzen.*

Si la route est tant utilisée, c'est que le transport par camions coûte très peu cher, tout en rapportant à l'Etat en taxes pétrolières. Cela rapporte aussi aux grands industriels qui font pression pour

avoir un très faible niveau des prix du transport des marchandises, afin de faire des gains de rentabilité.

Enfin, si le transport par la route paraît si peu cher, c'est que les transporteurs routiers n'ont pas à prendre en compte tous les coûts externes, qui reviennent intégralement à la collectivité : pollution atmosphérique, consommation d'espace, coûts sociaux et de santé, sécurité, nuisances sonores et environnementales...

Ainsi, le secteur routier, le mode de transport le plus dépensier, celui de moindre rendement et qui provoque le plus de nuisances et de gaspillages, se présente d'une façon aberrante comme le plus rentable sur le marché. Cela montre que ce qui est bon pour le marché est néfaste pour la société.

La politique en matière de transports s'appuie sur l'extrapolation des tendances à l'œuvre depuis des décennies, comme s'il s'agissait d'une fatalité inéluctable et détachée de l'activité et du pouvoir humains. Les besoins de transports ont augmenté, donc ils augmenteront encore ; les routes

sont saturées, eh bien il suffit d'ouvrir encore et toujours de nouvelles voies, nous répète-t-on.

Ainsi, on construit une autoroute à 2x3 voies sur la côte basque et on veut imposer une voie à grande capacité (une 3 voies qui aurait quasiment l'emprise d'une 2x2 voies) en Navarre, de Pampelune à Salies.

Cet axe n'a pas une vocation de voie "interrégionale", comme le prétendent ses promoteurs, mais serait une large bretelle reliant l'autoroute A 64 au nœud autoroutier de Pampelune, permettant le trafic routier international des marchandises.

Désertification des zones rurales

Une telle route ne contribuerait en rien au développement local : elle servirait de pompe aspirante et tendrait à désertifier les zones rurales, les plus fragiles, et à concentrer davantage les activités dans les grands pôles.

Les nuisances seraient innombrables : dégâts pour l'environnement et la santé ; dégâts économiques : perte de terres agricoles (l'emprise serait très large et le projet prévoit une bonne partie de l'itinéraire en site propre), servitudes pour les paysans, perte de l'image des produits de qualité AOC, pertes pour le tourisme vert ; dégâts sociaux et culturels : le Pays Basque intérieur serait coupé en deux, les rapports sociaux modifiés, la Soule se verrait encore plus éloignée, le pays abîmé ; dégâts financiers : le coût du projet, énorme, est estimé à 270 millions d'euros, ce qui laissera peu d'argent pour d'autres projets et pour répondre à des besoins essentiels.

Projet jamais demandé par la population

Dans ce dossier, alors que l'étude du projet s'est menée en catimini et que les cartes des tracés apparaissent aujourd'hui dans les mai-

ries touchées en présentant les tronçons zone par zone, la démocratie est bafouée : la population n'a jamais demandé un projet routier nord-sud d'une telle envergure.

Quelles alternatives au lobby routier ?

Il n'y a d'alternative réelle que d'agir sur les causes structurelles de la demande de transports, c'est-à-dire de peser pour diminuer les marchandises et leurs flux.

Et c'est possible dès aujourd'hui, en refusant de produire et de consommer des marchandises inutiles et nocives.

Harmonisation des législations européennes et mondiales

Un autre axe est de lutter sur le plan social, à un niveau européen et mondial, pour arriver à une harmonisation, au niveau le plus haut, des législations du travail, des salaires, des droits sociaux et du respect de l'environnement. Il est essentiel aussi d'aider au maintien et au développement de la petite agriculture de proximité. Plus généralement, il est impératif de réfléchir aux moyens de relocaliser l'économie et de consommer autrement, de penser un développement le plus endogène et autosuffisant possible, permettant de réduire les besoins en transport et de satisfaire les besoins : ceci en respectant l'environnement et en facilitant l'autonomie aussi bien des individus que des peuples.

Promouvoir d'autres modes de transport

Il est aussi primordial de peser pour que d'autres modes de transport remplacent la route.



Le transport sur rail par containers en est un. La voie ferrée côtière actuelle Baiona-Irun qui ne fonctionne qu'au 1/3 de sa capacité, pourrait être modernisée à peu de frais pour accroître le trafic de marchandises. Les voies fluviales, le cabotage maritime peuvent représenter aussi des alternatives.

Transport = problème politique et social

Le transport n'est pas un problème technique mais un problème politique et social. Ce secteur est lié à un type de société et il a un rôle stratégique. On ne peut proposer d'alternatives qu'en prenant en compte les conditions sociales et démocratiques dans lesquelles elles doivent se mettre en place. Pourquoi pas le cabotage maritime et le rail, mais encore faut-il que ce ne soit pas n'importe comment ni dans n'importe quelles conditions. Seulement si ces transports sont des services dont les travailleurs, les usagers et les populations doivent avoir le contrôle; seulement s'ils répondent à des besoins réels et non à des critères de rentabilité ; seulement si des droits sociaux, en matière de statut, de salaires et de conditions de travail au meilleur niveau sont garantis aux salariés à l'échelle européenne et mondiale.



Aberration écologique et économique

Pourquoi et comment se mobiliser contre le projet de route Pampelune-Salies



Les cartes et les dossiers du tracé, présents depuis le 29 novembre dans les mairies des communes touchées, montrent l'ampleur de l'ouvrage : une route, recalibrée à 100%, dont les 2/3 à 3 voies, le 1/3 restant construit en site neuf. Une emprise foncière énorme : 11 mètres de large pour les tronçons en 2x1 voie, 16,60 m pour la 3 voies. Un trafic des véhicules multiplié par 18, et celui des poids lourds par 34, d'ici 2032. Un coût faramineux : 900M d'euros HT, dont 289 à 374M à la charge du Conseil général.

S'il se réalisait, ce projet, véritable aberration écologique et économique, aurait des conséquences désastreuses pour nos terres, notre environnement, notre santé, nos activités.

Les promoteurs de ce projet cherchent à aller vite et se moquent de l'avis des élus et des populations : phase de pseudo «concertation», ouverte en catimini, sur un petit mois pendant la période des fêtes ; refus de tout débat public, même au sein du Conseil général, sur le besoin ou non d'un tel axe ; mépris pour l'opposition plusieurs fois exprimée d'une grande partie de la population et d'une majorité d'élus locaux.

La phase de concertation se clôt le 29 décembre. Ils souhaitent démarrer les travaux fin 2007-début 2008, suite à l'Enquête d'Utilité Publique qu'ils prévoient en 2007.

Mobilisons-nous :

*Intervenons auprès de nos élus.

*Allons dans nos mairies, et exprimons, sur le registre qui nous sera présenté, notre désaccord sur l'ensemble de ce projet,

*Participons à la manifestation du 30 décembre à Saint-Palais, à 14h30 (parking Airetik). Infos sur le site : <http://perso.orange.fr/leia.elkartea>



2x1

Mattin Irigoien

Zerk bultzatzen ditu horrela tematzeraz, izan Lasserre ala Aguerre? Jende gehiena kontra bihurtua zaie bidea egin beharra den Baxenabarre partean. Aitzina doaz, jukutria jukutriaren ondotik, xedea aldi oro diferentki izendatuz, parekoen hiztegia hartuz berena onargarriago egiteko. Zerk? Uste duzue dirua dela? Ezin erran, nahiz lan publikoen arloan maiz entzuten den esku gaineko eta pekoek ez dutela sakelan hatzik. Zerk orduan? Komuzki, denek ere maitatuak izatea nahiago dugu, horrela iritziaren kontra joaitea baino. Menturaz, galdera noren ganik maitatuak izan nahi duten da, hortaraino tematzeko.

Gogoan dut aspaldi entzun istorio bat. Etxetiar alaba bat jaunaren semearekin ezkondu zen, eta ondorioz etxekandere bilakatu. Zaharrek bazakiten horren berri, eta ez zuten beren egoeraren hobetzerik igurikatu hortik. Etxekandere gaztea oraino aitzineko burges jatorrikoa baino hagitzez gaiztoagoa suertatu zen. Mesfida klase sozialez hupatzen direnez, lehenagoko kide zituzteneri pagarazi behar die -eta karioberen jatorriaren apaltasuna edo ezdeuskeria aldioro oroitaraztea!

Hortik eta pentsatzera Jean-Jacques eta Lemi gure etxetiar-alaba-ondoaren sindromaz joak direla, punpe handia da, egitera ausartuko ez girenak alabaina. Euskaldunak eta herrikideak izorrratu (errautsi, humildu, ...) behar ote dituzte beren kondizio berrira hupatuak direla ez kasualitatez baina merezimenduz frogatzeko? Psikologoek erran bezate!

Eguberri garaiak bihotza tendretzen digu eta airean den lillura-giroaren gatik edo, aterabide pertsonalak duela egiazko zorionari bide egiten sinetsiko ote dugu. Dudazko interpretazio hauek beren gisa utzirik, hitza Amikuztarrari utz dezaiogun, bertsuz gaia berriz zentra dezan.

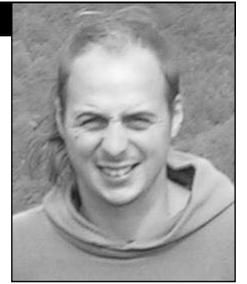
<p>"Behin autobidea deitua zutela kontra itzuli zaie jendalde zabala ondotik aldaketa bi bider bi zela izen frango den arren ber xedeak bela</p>	<p>Behin autobidea jarri zuten trebes ta berriz izendatu maltzurkeriz erre bi bider bi ahantzi sinplea da zinez bi bider bat gei bat ta gei bi biderik ez"</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>Baxenabarre oro Iruñetik haste behar omen daukute bide handiz bete kamiun ta autoak denetan potente beren garapena da gure gainen fite</p>	<p>Ezin beha egon ez zer ote den jinen ez gaiten ez lotsatu haiek lotsa diten "Berdin eginen dute" ez erran orainen gaurtik aitzina erran "Ez dute eginen!"</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



PASCAL MULET

Critique de la loi des débouchés



Le capitalisme doit s'étendre indéfiniment pour survivre

On retrouve dans l'imaginaire néo-classique des restes de la théorie classique selon laquelle les nations connaissent, grâce à l'accumulation du capital, une croissance régulière avant d'atteindre un état stationnaire. Le système en lui-même ne peut connaître de crise. Pourtant tout n'est pas si rose.

Marx reprend la critique émise par Thomas Malthus en 1820 : les capitalistes sont frugaux, les travailleurs ont à peine de quoi survivre et les propriétaires terriens sont déjà surconsommateurs. Qui va consommer le surplus de production ? Pour Malthus et Marx, Say mélange demande non solvable (j'ai besoin d'un vélo mais je ne peux pas me le payer) et demande solvable (ce que je peux réellement acheter). La production augmente plus vite que la demande solvable. L'offre ne crée pas sa propre demande.

"Marchandise" : validée socialement par l'acte d'achat

Pour Marx, Say ne décrit pas une économie capitaliste, mais une économie de troc, et il nie le caractère marchand de la production capitaliste en parlant de "produit". Marx parle de "marchandise" qui doit être validée socialement par l'acte d'achat. Celui-ci n'est pas évident. Le capitaliste doit alors faire face à l'incertitude (il produit avec l'espoir de vendre demain).

Monnaie : instrument d'échange et assurance face à l'incertitude de l'avenir

Marx modélise le mode de production capitaliste par le circuit : A - M - A' : Argent-Marchandise-Argent. Ce circuit est truffé d'embûches : délais, problèmes de production, mévente, changements de goûts des consommateurs... Les agents, qui ont peur du risque, vont se protéger en gardant de la monnaie (thésaurisation) qui n'est plus un simple instrument d'échange, mais une assurance face à l'incertitude de l'avenir. Une bonne partie de la monnaie va donc sortir du circuit, ce qui diminue d'autant la consomma-

tion. Cette prise en compte des facteurs psychologiques et du rôle de la monnaie sera la base de la théorie de Keynes dans les années 1930.

Les schémas de reproduction et l'équilibre inaccessible de l'offre et de la demande

Les schémas de reproduction de Marx sont une modélisation de l'économie dans laquelle il distingue deux secteurs de production de biens : le secteur de production des *biens de production* (les entreprises qui fabriquent les machines), et le secteur de production des *biens de consommation*. Chacun des secteurs met sur le marché sa production (l'offre) et reçoit une demande. Pour que l'économie soit à l'équilibre, il faut que offre et demande soient égales, ce qui n'est pas du tout évident en économie de marché dans laquelle les agents ne coordonnent pas leurs décisions. Dans ce cadre, être à l'équilibre relèverait d'un pur hasard. La norme serait plutôt un déséquilibre chronique.

Mode de production capitaliste

La principale critique de Marx envers les classiques est que ceux-ci prennent pour naturel ce qui ne l'est pas du tout. Le mode de production capitaliste est une construction sociale dont l'évolution n'a rien d'évident et dépend en grande partie des comportements humains (lutte des classes, incertitude, aversion envers le risque...). De ce fait, il peut à tout moment connaître des crises plus ou moins profondes (comme la crise de 1929 par exemple, qui s'est soldée par la montée du nazisme en Allemagne et la seconde Guerre Mondiale). Afin d'assurer toujours des débouchés et éviter la crise, le système capitaliste doit s'étendre indéfiniment pour survivre : colonisation hier, libéralisation du service public et privatisation du vivant aujourd'hui...



Pour aller plus loin : "Introduction à l'économie de Marx" de Pierre Salama et Tran Hai Hac dans la collection Repères des éditions La découverte.

Les Programmes d'Immersion

Nés pour aider la récupération d'une langue minorisée

Origines

Depuis leur origine québécoise, dans les années 60, des programmes d'immersion ont été mis en place dans les endroits où existe une volonté sociale explicite de récupérer une langue qui, avec le temps, est arrivée à être minorisée.

Les écoles d'immersion sont des structures pédagogiques qui servent à compenser un problème sociolinguistique.

Caractéristiques

Généralement lorsqu'on parle de programmes d'immersion on fait référence à la modalité la plus répandue d'entre elles qui est "le programme d'immersion précoce totale" (100% dans la langue seconde dès le début de la scolarité). Cependant d'autres modalités existent (tardive, partielle, réciproque...) sans doute pour répondre aux différentes réalités sociolinguistiques où ces programmes se sont implantés.

✓Le programme d'immersion est un modèle pédagogique dirigé aux élèves dont la langue maternelle est majoritaire (langue connue et utilisée par toutes les personnes de l'environnement général). Les élèves méconnaissent la langue

de communication de l'école (si l'enfant connaît la langue de l'école ce n'est plus un modèle immersif). Le programme répond à une situation concrète : *acquérir les compétences communicatives dans les deux langues sans que l'apprentissage de l'une d'entre elle entraîne la perte de capacité communicative dans l'autre*. Ainsi à la fin de l'école primaire, les élèves ont une maîtrise des deux langues qui leur permet de poursuivre leur scolarité dans le système de leur choix.



Plus la fréquence d'utilisation de la langue minorisée est socialement faible, plus intense devra être la durée d'exposition à celle-ci au sein de l'école.

✓L'introduction de la nouvelle langue se fait dès le début de la scolarité. La langue maternelle intervient à partir du deuxième cycle (CE1) en tant que langue d'enseignement.

✓Le programme part d'une *conception instrumentale de la langue*, c'est-à-dire que la mesure plus efficace pour apprendre une langue c'est de l'utiliser. Celle-ci devient progressivement la langue dans laquelle s'effectue l'apprentissage de toutes les matières (langue, maths, sciences) ainsi que l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

✓L'immersion consiste à reproduire en classe des *conditions d'apprentissage proches de celles de la langue maternelle*. Elle invite aux interactions à l'imitation, à la répétition et à l'association.

✓La *participation volontaire des parents* : il doivent connaître et adhérer au projet éducatif mis en place à l'école. L'implication des parents et les attitudes positives envers les langues présentes à l'école facilitent l'apprentissage de celles-ci.

✓Dans ces programmes *les enseignants connaissent et ont des compétences communicatives dans la langue maternelle des élèves* qui est une des façons de garantir que la communication entre enseignants et élèves s'établit dès le premier jour. D'autre part cela montre aussi un respect à l'égard de la langue de l'enfant facteur important pour que l'élève accepte l'apprentissage de la nouvelle langue. □

L'Agenda de la Fondation

Cycle SUSTRAIAK

L'histoire du mouvement abertzale en Iparralde,

au local de la Fondation
Manu Robles-Arangiz,
20 rue des Cordeliers
Petit Bayonne.

Conférences publiques gratuites
(inscription conseillée)

◆ Abenduaren 28an, ostegunarekin
18:30etan (euskaraz): *Ikastola Herri Eskola*

Lilian Hirigoienekin (Mende Berri, Euskal Gogo, Seaskako Bulegoa)

◆ Abenduaren 29an, ostiralarekin 14:30etan
(euskaraz): *Nazional eta sozial askapenerako borroka*

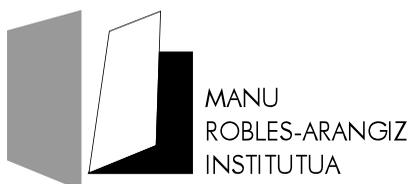
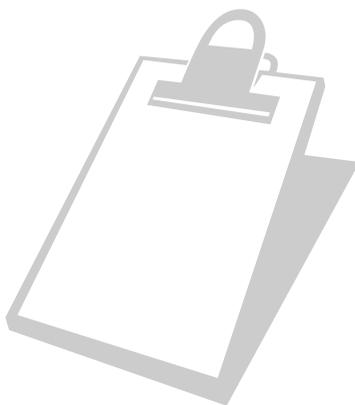
Andde Galant (Enbata, Aski, Herri Taldeak), Battiita Larzabal (Enbata, EHAS), Martin Larzabal (Amaia, Mende Berri, Ezker Berri); eta Lucien Etxezaharretarekin (Enbata, Amaia).

◆ Abenduaren 29an, ostiralarekin 18:30etan
(euskaraz): *Oldar gaitezen!*

Jakes Bortayrou-rekin (Mende Berri, Euskal Gogo, Herriaren Alde).

◆ Samedi 30 décembre à 10h00 (en français) :

Ellande Duny-Pétre (Mende Berri, Enbata) nous dressera un panorama général de cette époque et insistera particulièrement sur les différents contextes dans lequel s'inscrivait le combat abertzale de ces années-là.



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Aldaren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



« le cadre de toutes les politiques publiques pour la période 2007-2013 »

tion des acteurs socio-économiques a été forte. A cela il faut ajouter le chantier jeune, démarche innovante, dans laquelle nous avons mobilisé 200 jeunes, sur une analyse de leur situation aujourd'hui, la façon dont ils vivent et aussi leur vision de l'avenir de ce territoire. La méthode a été la suivante: plutôt que d'envoyer un questionnaire à tous les jeunes, nous

● la dynamique démographique de ce territoire. On constate que la population augmente en Pays Basque avec la venue de populations. L'Agence d'urbanisme et l'INSEE nous ont fait part de projections à l'horizon 2020. Il ressort que l'attractivité de ce territoire entraînera une forte augmentation de la population dans les prochaines années. C'est

nous voulons. Les citoyens interpellent le pouvoir politique et les décideurs. Des modes de concertation, de rencontre doivent être développés. Nous devons être plus performants pour que les sociétés évoluent dans le sens souhaité par les populations.

mande un partenariat entre les autorités organisatrices des transports (le Conseil régional pour les TER, le conseil général pour le transport en milieu rural, la SMTC pour l'agglomération, etc...) L'enjeu du développement territorial nécessite de mettre en place des partenariats entre les acteurs publics et les acteurs socio-économiques pour tirer dans le même sens.



Assemblée plénière du 9 décembre

avons préféré aller à leur rencontre. Avec la Mission locale, Jeunesse et Sport nous avons repéré les réseaux de jeunes existant aujourd'hui, du littoral à la Haute Soule (CLEJ, Euskaldun Gazteria...), susceptibles d'être intéressés par une réflexion autour de Pays Basque 2020. Nous avons recruté une chargée de mission qui a organisé des rencontres avec ces réseaux, à la fois urbains et ruraux, pour que l'ensemble des sensibilités soit représenté et que les différents types socio-professionnels participent, de l'étudiant au jeune en recherche d'emploi, à l'agriculteur, au chef d'entreprise, pour croiser l'ensemble des situations professionnelles.

un indicateur important qu'il faut prendre en compte pour anticiper les enjeux liés au logement, au foncier, aux déplacements. Un territoire doit anticiper ces choses-là et maîtriser ces évolutions.

● le deuxième élément lié à l'évolution démographique concerne l'identité de ce territoire. Tout le monde s'accorde à dire que l'identité basque constitue une des richesses essentielles du Pays Basque. Comment évoluera-t-elle au contact de ces nouvelles populations? Comment la culture basque peut-elle se positionner et devenir une culture d'intégration? C'est un très grand défi. La contribution de l'Institut culturel basque au projet Pays Basque 2020 montre que c'est un axe important sur lequel ils envisagent de travailler.

● une troisième indication, à peu près certaine, pour les années qui viennent, c'est la crise de l'énergie, les enjeux du changement climatique. Chacun voit bien que ce ne sont pas uniquement des problèmes locaux, mais des questions qui se posent à l'échelle mondiale et qui auront des impacts forts sur les modes de déplacements moins énergivores à privilégier, sur les modes de construction privilégiant la dimension éco-construction, sur l'intégration de la dimension développement durable dans les entreprises, etc. Ces préoccupations sont aujourd'hui au cœur des questions qu'un territoire doit traiter, car ces changements se produiront dans les prochaines années.

● l'autre élément concerne les enjeux sociétaux. Les citoyens sont de plus en plus préoccupés, sensibilisés, et ont des choses à dire sur ces questions d'environnement, de mode de société que

Enb.: Beaucoup pensent que la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque est la clé d'un développement maîtrisé par les citoyens d'Iparralde? Quel est votre sentiment?

B. B.: Il y a en Pays Basque une revendication institutionnelle et le Conseil de développement a donné sa position dans ce débat. Pour autant, les enjeux liés à l'aménagement et au développement du territoire nécessitent de mettre en place, au-delà de l'institution, des modes de gouvernance du territoire qui soient novateurs. D'ailleurs, tous les territoires qui connaissent des enjeux importants, se mettent dans les mêmes logiques que nous: comment piloter un territoire en intégrant l'ensemble des dimensions économie, aménagement, environnement, culture, autour de quelques axes forts qui structurent le devenir de ce territoire. Avec les différents niveaux que nous avons dans le schéma institutionnel français, les compétences sont extrêmement partagées. Ce qui n'est pas le cas dans la Communauté autonome d'Euskadi ou en Navarre.

Si on prend, par exemple, le développement économique de ce territoire, on se rend compte qu'il est lié en premier lieu aux entreprises, à leur structuration autour des métiers, des filières. Les chambres consulaires ont un rôle dans l'accompagnement des entreprises. Le Conseil régional a compétence pour

Enb.: Quelles sont les prochaines étapes vers le renouvellement de la Convention?

B. B.: Le Pays Basque a, à présent, arrêté son projet de territoire, conformément au calendrier annoncé en 2005. Il se structure autour de 3 axes, avec 37 opérations et 90 actions concrètes proposées aujourd'hui (le document est accessible sur le site www.lurraldea.net). La phase suivante est la rencontre de ce projet avec les politiques publiques de l'Etat, de la région, du département et de l'Europe. Nous entrons donc dans la phase de négociation. La proposition qui sera faite au Comité de pilotage de la Convention spécifique qui se réunira le 9 février pour achever la période 2001-2006, sera d'arrêter les modalités de négociation et de préparation de la future convention Pays Basque avec l'Etat, la région et le département.

A partir de là, le Pays Basque va négocier ses propositions avec les partenaires publics, avec l'objectif de déboucher sur un contrat global. Nous souhaitons inscrire cette négociation dans le cadre des programmes qui se définissent au niveau régional, national et européen en ce moment pour la période 2007-2013. Nous souhaitons inscrire des propositions dans le Contrat de projet Etat-Région qui



Un des premiers bâtiments de la technopole Izarbel

mettre en place un schéma de développement économique à l'échelle régionale, le département, en lien avec le Conseil régional, accompagne les dynamiques de développement économique et les communautés de communes et d'agglomération ont également des compétences dans ce domaine. On constate donc que le développement économique nécessite que ces différents acteurs se mettent d'accord sur les orientations et les actions. La même observation peut être faite sur la question des déplacements. La mise en place d'un schéma des déplacements, faisant le lien entre l'agglomération BAB et Donosti, entre le littoral et le Pays Basque intérieur, de-

devrait être signé dans les prochains mois, et également dans le cadre de programmes européens FEDER, FSE, FEADER, Intereg qui sont en cours de discussion aujourd'hui. De même, nous souhaitons intégrer certaines propositions dans le cadre de contrat territorial que le ministre Estrosi a annoncé en juillet dernier. Notre objectif est de contractualiser dans le cadre de toutes les politiques publiques qui existent aujourd'hui pour la période 2007-2013. C'est ce calendrier de travail qui sera arrêté début février.

Ce qui est essentiel, à présent, c'est que les partenaires publics soient au rendez-vous de ce projet de territoire ambitieux.

Enb.: Chacun s'accorde à dire que, en raison de la rapidité des évolutions, la visibilité économique ne dépasse guère cinq ans. Vouloir faire de la prospective à quinze ans a-t-il un sens?

B. B.: Mener une réflexion de quinze ans permet de prendre de la distance par rapport à aujourd'hui, de lever la tête du guidon. C'était notre souhait. Si on veut vraiment repérer les grands enjeux des prochaines années, les grandes tendances sur lesquelles nous sommes, il est important d'inscrire la réflexion à l'horizon dix/quinze ans. Naturellement il faut relativiser: il ne s'agit pas de faire de la prévision à dix/quinze ans, mais de faire de la prospective, essayer d'imaginer les chemins possibles que le territoire peut emprunter.

Quelles sont les indications données par cet exercice de prospective? Les principaux éléments que nous avons repérés sont les suivants:



Ira, ira pas, rumeurs et black out

La paix armée est officiellement toujours en vigueur en Pays Basque, après la première rencontre reconnue officiellement entre ETA et le gouvernement espagnol. Mais rien ne semble réglé sur le fond. Le débat se déplace et porte sur la présence ou non de Batasuna aux prochaines élections de mai 2007.

TOUS les indicateurs s'allumaient au rouge depuis plusieurs semaines en Pays Basque où il était fortement question d'une rupture de la trêve par ETA, ou plutôt d'une «suspension temporaire du processus», selon la phraséologie de rigueur. Le contenu du dernier numéro de *Zutabe*, le bulletin d'ETA, le maintien de la kale borroka qui reste toutefois d'une intensité assez faible au regard des périodes précédentes, une pression judiciaire constante, un rapprochement des preso attendu en vain, une organisation armée basque qui maintient son appareil militaire en état de marche, la fuite de deux militants présumés d'ETA en pleine nuit à Eauze (Gers) le 21 décembre, la découverte d'une cache de fabrication récente en Biscaye le 23, ou encore un autobus brûlé à coup de cocktails Molotov par trente personnes cagoulées au centre de Donostia le 21 en plein après-midi, tout cela est venu apporter de l'eau au moulin des plus pessimistes.

Le diocèse de Bilbao par la voix de son évêque, comme cent cinquante juristes (magistrats et même procureurs, avocats ou professeurs de droit de tout l'Etat espagnol) appellent à des signes de réconciliation ou à des solutions juridiques permettant de dénouer la situation. Mais en vain, tant la balle est d'abord dans le camp des deux protagonistes essentiels de cette affaire, ETA et Madrid.

Un politicien vaniteux

Deux événements importants viennent de marquer leurs positions respectives. Tout d'abord la première rencontre officielle entre ETA et le gouvernement espagnol qui aurait eu lieu durant deux jours en Suisse entre le 11 et le 17 décembre, sous l'égide d'une ONG genevoise, le Centre Henri Dunant pour le dialogue humanitaire qui fait office de «notaire». La nouvelle a été dévoilée par un «politicien vaniteux», au dire du

ministre de l'Intérieur espagnol Alfredo Perez Rubalcaba qui n'a vraiment pas vraiment apprécié sa révélation de la part de plusieurs médias. D'autant que, et c'est un secret de Polichinelle, de nombreux contacts ont eu lieu précédemment entre les deux parties. Sur son contenu, peu de choses ont filtré et chacun se contente de commentaires intéressés et parcimonieux. Josu Urrutikoetxea qui est considéré comme un dirigeant d'ETA, aurait participé à la rencontre, avec deux autres militants. Batasuna par la voix de ses porte-parole considère que depuis cette réunion, rien n'a changé vraiment et nie toute réelle avancée. «Ceux qui assurent que le processus politique est en train de se



Kale borroka à Donostia

débloquer racontent des mensonges», affirme Joseba Permach le 20 décembre et «dans ces conditions, il n'y a pas de processus».

Du côté espagnol, même son de cloche. Pour Alfredo Perez Rubalcaba qui s'est exprimé le 20 décembre aux Cortés devant la représentation nationale espagnole, nous en sommes toujours à la «phase préliminaire» d'un processus qui suit son cours normalement, «rien d'extraordinaire à dire pour le moment» dit-il. Le ministre de l'Intérieur se montre aujourd'hui «pas plus ou pas moins pessimiste qu'il y a quinze jours». Il n'a ni infirmé, ni confirmé la réalité de la rencontre et en fait des tonnes... pour ne rien dire. C'est dire comme il marche sur des œufs, semble-t-il pour ménager le PP. Quelques jours plus tard, il affirmera qu'aucun signe n'indique que ETA est

en train de se réarmer. Une façon de couper court au ramdam qui a suivi le vol de 150 pistolets quelques semaines plus tôt en France ou la découverte d'une cache en Biscaye. Une façon aussi, selon les plus optimistes, de préparer la fin d'une étape qui, pour l'exécutif espagnol, n'est toujours pas achevée: la vérification d'un cessez-le-feu effectif!

Première depuis le 28 mars

Comme par hasard, la révélation de la réunion en Suisse et le grand battage médiatique qui l'a entourée, est arrivée très peu de temps avant une autre rencontre importante, entre le chef du gouvernement espagnol José Luis Rodríguez Zapatero et le chef de l'opposition PP, Mariano Rajoy. Elle a eu lieu le 22 décembre au palais de la Moncloa, leur précédent tête-à-tête remontant au 28 mars, quelques jours après la déclaration de cessez-le-feu. Là encore, chacun reste sur sa faim quant à ce que se sont dit les deux hommes. Apparemment, les socialistes sont toujours à la recherche

d'un soutien du PP pour cette fin négociée du conflit basque, mais ils ne sont pas clairement demandeurs. Ils ne se privent pas de rappeler, video à l'appui, qu'ils ont soutenu Aznar et ses amis lorsqu'au moment de la trêve de 1999, ces derniers rapprochaient 105 preso et libéraient le bureau politique d'HB alors incarcéré.

Le PP se montre donc fort critique à l'égard des socialistes espagnols sur le dossier basque, alors qu'il joint régulièrement ses voix à celles du PSOE pour approuver les nouvelles moutures de tel ou tel nouveau statut d'autonomie en Espagne. Mariano Rajoy accepte que des contacts aient lieu entre ETA et le gouvernement, mais rejette toute négociation politique avec Batasuna en parallèle. Il insiste pour qu'ETA abandonne définitivement la lutte armée,

qu'il annonce sa dissolution ou neutralise son arsenal, mais surtout veut que Batasuna demeure illégalisée. Il rejette sa présence aux élections municipales et forales de mai 2007. Mais le leader du PP n'a obtenu de Zapatero aucune garantie en ce sens. Le PSOE accepterait cette candidature avec toujours le même préalable, que Batasuna condamne la violence et respecte ainsi la loi sur les partis politiques qui a servi à l'interdire.

Passer à la voie politique

Le serpent se mord la queue et le processus est ainsi bloqué, chacun demandant à l'autre de faire un pas qu'il refuse. Batasuna annonce qu'il sera candidat et prépare ses listes électorales. Il vient d'en faire le 23 décembre l'annonce officielle pour Donostia, dans un jeu politique où effets d'annonce et poker menteur conservent toute leur place. Une solution serait possible, mais laquelle?

Dans ce processus qui patine, il faut donc se contenter de petites phrases à minima, de silences mystérieux et d'allusions. Avec la déclaration de trêve du 22 mars, ETA a abattu une carte importante dans le sens d'une solution politique et non plus politico-militaire du conflit basque. En Espagne et en Europe, chacun croyait que les indépendantistes basques réputés «jusqu'au boutistes» auraient un mal fou à faire le pas sur la voie politique. Neuf mois après le silence des armes, il n'en est rien. C'est le contraire qui se produit. Les grands démocrates de Madrid peinent à légaliser un parti politique et à s'asseoir autour d'une table pour discuter du fond. Ils jouent la montre et veulent obtenir toujours plus, font fi de ce qui a été convenu dans la phase préliminaire et officieuse, antérieure au 22 mars. En mettant des conditions ou des préalables, ils s'emmurent dans une attitude qui rappelle fortement celle des Unionistes irlandais de Ian Paisley.

PRESO

■ **Filipe ne sortira pas.** Filipe Bidart devra une nouvelle fois attendre. Ayant fait appel du refus de libération édicté le 17 octobre par le Tribunal d'application des peines, sa demande était examinée le 21 décembre par la Cour d'appel. Le représentant du ministère public s'est déclaré opposé à la remise en liberté conditionnelle. D'une part, il considère que la réinsertion professionnelle se situe dans une zone, où ETA s'est manifesté ces derniers mois. D'autre part, il estime nécessaire une période de semi-liberté de longue durée: journée à l'extérieur, nuit en prison.

La Cour a repoussé son délibéré au 1^{er} février.

■ **Les deux avocats en prison!** Stupéfaction le 20 décembre à la 10^e Chambre correctionnelle du Tribunal de Paris. Les deux avocats donostiar, entrés libres pour le verdict, sont ressortis menottés, pour être incarcérés. Reconnus coupables de transmission de documents à des prisonniers d'ETA, et donc de participation à organisation terroriste, Itziar Larraz a été condamnée à trois ans de prison, et Unai Errea condamné à quatre ans. Ils sont en outre interdits de profession pendant 10

ans, et définitivement exclus du territoire hexagonal. Josetxo Otegi, Aintzane Orkolaga, Ainhoa Mujika et Lorentxa Beyrie ont été condamnés à cinq ans de prison. Seule la dernière, citoyenne française, a échappé à l'interdiction de territoire.

■ **Et toujours la torture.** Elorrio a accueilli le 16 décembre la première assemblée nationale des torturés. Après l'audition de nombreuses victimes, l'idée a germé d'un centre entièrement dédié à l'étude de la torture.

De passage au Pays Basque, Eric Sottas, citoyen suisse, Directeur de l'Orga-

nisation mondiale contre la torture a demandé à l'Etat une politique de «tolérance zéro». Pour lui, «l'incommunication en garde à vue est le moment où la torture se pratique le plus».

■ **Renvoi en janvier.** Le mega-procès 18/98 a connu le 17 décembre sa dernière audience de l'année, avec la fin des auditions des «experts». Il reprendra en début d'année. Au cours des dernières sessions les avocats de la défense ont demandé à la Cour d'appliquer la jurisprudence Carballo, du nom du Procureur qui a décidé d'abandonner les poursuites contre *Egunkaria*.



Jean Etxepare

Le 19 novembre dernier, à Aldude, Euskaltzaleen Biltzarra rendait hommage à l'œuvre de Jean Etxepare (1877-1936). Piarres Ainciart nous parle du docteur Etxepare, esprit libre et rationaliste, en avance sur son temps, qui tranche avec le conformisme ambiant du début du XX^{ème} siècle en Iparralde.

AZAROAREN 19-an, Alduden, Euskaltzaleen Biltzarra oroitu da herrian luzaz miriku izan zen idazle handiaz. Piarres Xarriton, Jon Casenave, Kepa Altonagak gizona eta obra aipatu dizkigute, gure historian aktore eta lekuko garrantzitsua izan zai-gularik Jean Etxepare, eta bereziki Buruxkak liburuen autore. Etxepareren biziaz bi hitz lehenik.

Aitama baxenabartarrak Argentinan baitzitu, han sortu zen Jean gaztea 1877-an, eta sei urterekin Lekornen kokatu familia osoarekin. Herri honetan da mur-gilduko euskaldun gaztea, ikasketak ar-toski eginez hastetik, jakitatearen egarri gaitzak berotuko duelarik bere bizi gu-zian. 12 urtetan, Larresoron da ikasle, latina, ingelesa, gaztelania eta alemana hizkuntzak landuz. Han ditu ezagutzak eginen Hiriart-Urruty batekin. Filosofiari buruz hasiko delarik azken urtean, sartu-ko da, ardura eta kezakaren indarek bult-zaturik, pentsalari alemanen munduan, bereziki Nietzsche hurbilduz. Bizi guzi-ko inarrosia izanen da, fedearen eta ar-razoiaren arteko zubirik eraikitzeko posibilitaterik ez baitu ikusten. «*Ordutik sortu zitzaion denek ezagutzen ginion barneko ilundura hits eta ezitia*», dio La-fitte. Ordutik ere apezan fedeari buruz-ko mesfidantza arrazionala. Buruxkak liburuan agertuko ditu Etxeparek bere pentsamoldearen ondorio konkretu zen-bait.

Batxilergoa erdietsi ondotik, Bordelera doa, medikuntza ikasketak egitekotan, doktoradutzarako bere tesiaren titulua haxe dela: «*Quelques remarques sur le joueur de pelote*». Joko horrek zer ondo-rio dauzka pilotariaren gorputzean? Onar-tua da Etxepare, eta Lekornetat itzultzen da. Lau urte lan segidakorik gabe. Ja ha-sia da *Eskualduna*-n idazten. Alduden kokatuko da miriku gisa, 1905-ean, Kan-borat erretiratu aitzin, osasun arazo-en-gatik. Han galduko du bizia supituki, eri baten etxean, honen artatzera etorria ze-larik. 1936-an zen.

Bainan ez zen medikuntzara mugatzen haren lana. Alduden axuant eta Euskal Herrian artikulua egile, aipatua dugun as-tekarian eta gero *Gure Herria*-n, hasta-penean ez bazen bero agertu ere. 1910-ean, Buruxkak liburua eginen du, *Eskualduna*-n agertuak zituen artikulua-k bildurik. Gero, 1931-an, Beribilez, *Gure Herria*-n noiz behinka idatzi artikulua-k el-garretaturik. Beste artikulua-k Piarres Xarritonek bilduko ditu eta aurkeztuko, Jean Etxepare Mirikuaren Idazlanak, sei tomatoko bilduman ezarririk. Euskaltzaleen Biltzarren buruzagi izan zen lau urtez. Hots, euskalduna, euskaltzalea,

intelektuala, ideietan eta ekintzetan engeiatu gizona zen Jean Etxepare.

Laburzki bada laburzki, Etxeparen ideietaz zer erran eta nola, traditu gabe? Oharpen bat, hastetik. Etxepare, beste euskaldun gehienak bezala, herri fededun eta kontserbadore batean sortua eta handitua zen. Eta erroak ez dira aise des-agertzen. Herri baseritar batean hazia izan zen intelektual gaztea. Bere lurral-dea barnetik senditzen du Etxeparek, Euskaldunen arima, zenbaitek aipatzen duten hura. Buruxkak-eko Euskararen ikasteko kapituluaren lehen orrialdean bildua da arima hori. Berezitasun hori. Sobera idekia da, haatik, Etxepare ze-darri horien erdian preso egoiteko, bai-nan badaki egoitza horren berri. Baseritarra da, ideien munduan non na-hi ibilirik ere. Ikus nola mintzo den Do-nostiaz: «*Garbiki erraiteko, ez dut maite Donostia... Iduri zuen hunek ohan-tze bat lehen, laborantzako alhor bat, baratze bat kasik. Orai, baratzte, alhor, pen-tze, iraztoi horiek, dena etxe dira. (Etxe horiek) badute eskas bat: arimakoa*». (Beribilez, 156 or.). Tolosa, haatik: «*Nago ez othe diren... hiri tipiko euskaldun umeak zintzoago gelditu, arbasoen odo-la garbi edukizetik jabeago... zuhurrago bere urratsetan... La Noble Tolosa*». Zertako aipatu ditudan ohar horiek? Nik ez dut batere baserria idealizatzen eta hiria ez zait leku galdua, etorkizuna dela-rik gainera, nahi ala ez, ene ustez. Bai-nan nahi nuen azpimarratu nondik datorren Etxepare, eta noradino pusatu duen izpirituaren libertatea. Enezat hori da Etxepare. Gizon librea, gostarik gosta. Zer zen hogoigarren mende has-tapeneko giroa, Euskal Herrian eta Frantzia? Oroitu orduko kalapitez, be-reiztez. Eliza eta estatua. Gure herrian, apezan pentsamendu bakarra. Bisean bis, errepublikaren erreinten baitan ber-dintsu. Bakoitzak bere egia. Jean Etxe-pare dudakorarentzat ez zen inguramen erosoak, laketa. Miriku gisa, zientifiko gisa, Etxepare arrazionalista zen, ofizioz berdin jitez. Nahi zuen beraz bere baita-rik pentsatu. Ez zuen nahi, Jon Casena-vek ohararazten duen bezala, bere izpiritua pentsamendu kolektibo batean urtua izan zedin. Libre izanez, nabartzen zituen ideiak, eta beraz destabilizatzen ideologien seguramenak. Buruxkak libu-ruk adibide zenbait aipatuko ditugu bestaldian. Etsenplu bat, halere, hemen berean. Laiko gisa, apezan katiximaz ez da bero, baina, gisa batez ados, euskara salbatzeko tresna egokia delakotz.

P. A.

2^{ème} partie dans le prochain numéro.

Pour la révision de l'article II de la Constitution, ce n'est jamais le moment

LE député UMP breton Marc Le Fur voulait profiter de la discussion du projet de loi constitutionnelle, portant révision de l'article 77 de la Constitution afin de définir le corps électoral en Nouvelle Calédonie, pour ajouter au fameux article II «*la langue de la république est le français*» la disposition suivante: «*dans le respect des langues régionales qui font partie de notre patrimoine*». On se souvient que Toubon et Lamassoure sont les auteurs de ce premier alinéa, qu'ils avaient réussi à faire voter sous forme d'amendement, lors d'une précédente révision constitutionnelle de

du 20 décembre, dont on peut consulter les minutes sur le site de l'Assemblée nationale, est éclairante sur l'état d'esprit de la majorité de la représentation nationale française sur le sujet. On peut, à la rigueur, comprendre les réticences de certains députés présents (ils étaient 110), craignant que l'adjonction de cet amendement ne mette en péril la révision de l'article 77 nécessaire pour la poursuite du processus calédonien, dans le fil des accords de Nouméa. Mais on ne peut qu'être éf-faré par la teneur des arguments utilisés par les opposants aux langues minoritaires pour qui reconnaître le



1992. Au motif, prétendaient-ils, de faire obstacle aux tendances envahissantes de l'anglais. La république et la langue française avaient pourtant survécu pendant deux cents ans, sans que quiconque ait éprouvé le besoin de décréter le français langue unique de l'hexagone.

L'objectif de M. Le Fur était d'ouvrir la voie à la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Rappelons que la France est le seul membre de l'Union à refuser de procéder à cette ratification. Le Conseil constitutionnel, dans un arrêt de 1999, s'était abrité derrière cet article II pour rejeter la charte. Son interprétation était d'ailleurs allée bien au-delà de la simple question linguistique puisque, en s'appuyant sur cet article, il avait décrété que la charte «*porte atteinte à l'unité du peuple français, à l'indivisibilité de la république et à l'égalité devant la loi, en conférant des droits spécifiques à des groupes de locuteurs de langues régionales ou minoritaires*». Rien que ça!

Chirac avait utilisé le même argument pour retoquer un projet de loi du gouvernement Jospin. Bref, pour les jacobins franco-français-fran-chouillards, l'amendement Lamas-soure est toujours du pain béni.

La tonalité du débat parlementaire

Basque, le Breton ou le Créole, c'est purement et simplement favoriser les «*dérives communautaristes*» ou «*enterrer la république*». Décidément, on se croirait au XIX^{ème} siècle et non au début du XXI^{ème}. Il est heureux que MM Grenet et Lassalle aient fait preuve de discernement en se prononçant en faveur de l'amendement. M. Poulou, lui, était aux abonnés absents.

La morale de cette troisième ou quatrième tentative avortée (pour 44, contre 57), si on peut parler de morale, se trouve dans la réplique de M. Le Fur à un opposant à son amendement: «*Pour vous, ce n'est jamais le moment*». La France est quasiment le seul pays de l'Union à avoir une attitude si pathologiquement rétrograde vis-à-vis des langues qui font partie de son patrimoine. Le refus de signer une charte européenne pourtant bien peu contraignante, la négation de tout statut pour nos langues historiques, ne font que refléter ce qu'est la France de 2006: un pays déclinant, crispé et frileux, continuant à donner à tout va des leçons auxquelles personne ne prête attention, répétant un slogan —liberté, égalité, fraternité— vide de sens depuis longtemps. La France des lumières qui n'éclairaient même plus le pied du lampadaire.



Xabier Euskalduna

L'ANNEE de Saint François Xabier s'achève. Le 500^{ème} anniversaire de sa naissance a été célébré de diverses façons au Pays Basque et dans le monde. Je regrette sur ce point la discrétion des autorités basques, surtout linguistiques et culturelles. En effet Frantses Xabier (qui signait aussi François de Jassu) n'est pas seulement un grand saint missionnaire: il est de plus le patron de la Navarre, et celui de la langue basque. Sa citoyenneté navarraise n'est claire que pour les Basques. Partout ailleurs elle se dilue dans un flou artistique. Par exemple dans l'émission catholique du dimanche 3 décembre à 10h30 sur *France 2* (Le jour du Seigneur: Saint François-Xavier) un père jésuite évoquait «*la province de Navarre liée à la France*». Or la Navarre était à l'époque un royaume souverain, allié du Roi de France. Conquis en 1512 par le «*Roi catholique*» Ferdinand (ce point a été signalé par le locuteur), dépecé en 1530 par Charles Quint en Haute-Navarre liée à la Castille et en Basse-Navarre laissée indépendante, la Navarre gardera longtemps un statut de royaume (et non pas de province) dans ses deux parties: jusqu'en 1789 au Nord, jusqu'en 1841 au Sud.

Le royaume de Basse-Navarre sera tout de même lié à celui de France, mais seulement à partir de 1620, par l'Edit d'Union de Louis XIII. L'on était déjà loin de l'époque de François Xabier.

Le même intervenant disait à plusieurs reprises

Jean-Louis Davant

que celui-ci était espagnol. C'est également anachronique, car à l'époque l'Espagne politique n'existait pas encore. La Péninsule ibérique était divisée en quatre royaumes souverains: Aragon, Castille, Navarre et Portugal (ce dernier sera un moment annexé à la Castille par le Roi Philippe II). Quant au caractère basque de François Xabier, il



«Le grand navarrais en a fourni lui-même la preuve, en écrivant que sa langue était "vizcaina", c'est-à-dire basque»

est occulté, oublié, ignoré, voire nié par beaucoup. Le locuteur du 3 décembre sur *France 2* disait qu'Ignace de Loyola était basque, comme si le grand navarrais ne l'était pas aussi. Or ce dernier, en a fourni lui-même la preuve, en écrivant dans un de ses lettres que sa langue à lui était la «*vizcaina*» (la biscayenne), c'est-à-dire basque dans le vocabulaire de l'époque: par exemple Cervantes la nomme ainsi dans le Don Quichote, et l'historien français Jacques-Antoine de Thou dans ses mé-

moires. François avait dû l'apprendre de ses parents, d'autant plus que l'ensemble de la Navarre était alors massivement bascophone jusqu'à Olite-Erriberri, comme l'attestent divers documents officiels de l'époque.

Quant au noms du saint navarrais euskaldun, Jassu vient de Jaxu (Jatsu en basque) au pays de Cize (Garazi), et Xabier (Etxaberri) est le nom de sa maison natale, qui n'est ni Javier ni Xavier. Les lettres J et V n'étaient pas encore usitées en castillan, et l'on écrivait Xabier dans cette langue aussi.

Quant à son prénom, il signait tantôt Frantses, tantôt François. L'on est assez loin du nationalisme espagnol, d'autant plus que François Xabier, cofondateur de la Compagnie de Jésus, a constamment évité les territoires de la couronne castillane dans ses pérégrinations missionnaires.

Mais les erreurs des autres ne me font pas oublier les nôtres, qui sont plus graves à mon avis: la fête de Saint-François Xabier, le 3 décembre, est aussi la journée internationale de la langue basque, et les autorités basques ne l'ont guère célébrée. Une grande occasion a été manquée ici, au Pays Basque. Par nombrilisme côtier? Basques du Nord, nous sommes navarrais. Sans écarter les provinces maritimes de l'ouest, tournons-nous davantage vers le sud: vers la Navarre qui est notre mission commune, Aitaren etxea, Ama lurraren erditan.

Lurra itsumandoka, eta gu ?

☞ (Suite de l'Edito de la page 2)

jendea bakartasun lotsagarri batetarat daramala ikusia dugu jadanik, eta urrunegi joanez elkar bizitza suntsitzeraino ere eraman gaitzakeela diote aditu batzuek. Alta ere, lehen ala gaur, mundu bortitz hunek sortzen dituen nekeziekin ez da harritzeko etorki berekoek elkarganat ihes egitea; guri, kultura berekoek elkarrekin bizitzea arras gauza ona zaigu berez eta begi onez ikusi beharra ere bai gehiago dena.

Gisa guziz lurraren ala izpiritu indarren historiaurrean gaude. Alde batetik ezin da segurtzat eman gizonen arteko harremanek hoberat eginen dutenik baina bertzetik handiak dira onerat egin dezaketelako aukerak ere. Beti haize kontra ari garelarik, Olentzerok aurten berri on batzuk ere ekarri

dizkigu Iparralde huntarat: doi-doia Lurramaren gustu ona dastatu orduko, horra hor Euskararen Erakunde Publikoak agertzen dizkigula bere xede onak, gure gogo zaurtuen goxagarri... Berri handia dugu hau. Gertatzen dena da beharrak ikaragarriak direla. Jendarte hau euskaldundu nahi dugu denek eta, bertzalde, gazte askori euskararen aldeko lan horrek beren biziari balio bat, zentzu bat ematen die. Euskara hizkuntza bat baino gehiagoko zer baita bada ere, ez du haatik gizonak egundainotik bilatu duen goragoko sineste haren ordezkari izan behar. Bizia eta euskararen salbatze hori gogorak izanez, Eguberrik gonbidatzen gaitu bide izpiritual argigarri batzuen miazterat ere, lagun gaitzaten gure eguneroko borroka idor hori kudeatzen... Urte berri on deneri!

Sur votre agenda

Abendua:

✓ Jusqu'au 7 janvier, 10H30-12H30 et 15H30-19H30, DONIBANE LOHITZUN (Galerie Hordago). Exposition du peintre Mattin Laurent Partarieu.

✓ Dimanche 31, 12H, BAIONA (Galerie des Halles). Baiona Kantuz: la der de l'année.

ABONNEZ-VOUS

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.

Sommaire

- Interview de Battista Boloquy sur le projet Pays Basque 2020 4 et 9
- Les Chroniques d'*Alda!* 5 à 8
- Hegoalde: Ira, ira pas, rumeurs et black out 10

La SNCF méprise les droits linguistiques des bascophones

AUJOURD'HUI, mercredi 20 décembre, à 14h, la SNCF inaugure la gare de Bayonne rénovée. Celle-ci ne donne aucune place à la langue basque, alors que depuis plusieurs années nous demandons à la SNCF de rendre bilingues les guichets, la signalétique, les messages hauts-parleurs, les billetteries automatiques et les plaquettes horaires. Dernièrement, la SNCF a rénové les gares du Pays Basque. C'était une bonne occasion pour introduire l'usage de la langue basque. Rien n'a été fait.

Le directeur local précédent, Mr Trishler, nous avait dit que lorsque la gare

de Bayonne serait rénovée, la langue basque serait introduite dans la signalétique. Pur mensonge.

Le directeur local actuel, Mr Gonnord, nous avait dit que «*Baiona*» serait inscrit en grand à l'entrée de la gare. Pur mensonge.

Maintenant, lorsqu'un guichetier parle une autre langue que le français, l'anglais ou l'espagnol, un drapeau le fait savoir à l'usager. Rien cependant s'il s'agit de la langue basque.

Cette inauguration n'est pas un jour de fête. Nous sommes là pour rappeler que c'est un jour de honte.

Demo